

ACTION URGENTE

DES MANIFESTANTS TUÉS EN COLOMBIE

Les paysans qui participent aux manifestations dans le Catatumbo, dans le nord-est de la Colombie, sont en danger, après qu'au moins quatre d'entre eux ont été tués et beaucoup d'autres blessés. Il est à craindre que les forces de sécurité ne fassent un usage excessif et disproportionné de la force, particulièrement depuis que le gouvernement a déclaré que les forces de la guérilla avaient infiltré les manifestations.

Des dizaines de paysans ont été blessés lors des manifestations organisées depuis le 11 juin dans la région du Catatumbo, dans le département du Norte de Santander. Deux manifestants ont été mortellement blessés le 22 juin et deux autres le 25 juin. D'aucuns craignent que la police anti-émeutes (ESMAD) et les forces armées n'aient utilisé une force excessive contre les manifestants. Plusieurs manifestants ont été arrêtés. Selon certaines informations, des membres des forces de sécurité ont également été blessés. Les forces de sécurité ont le devoir de garantir la sécurité de leurs collègues, mais cela ne doit pas servir d'excuse pour faire fi des normes internationales relatives au recours à la force.

Depuis le 11 juin, des milliers de paysans manifestent, notamment derrière la bannière de l'*Asociación Campesina del Catatumbo* (ASCAMCAT, Association des paysans du Catatumbo). Ils réclament la création d'une Zone de réserve paysanne (*Zona de Reserva Campesina*), à laquelle l'Institut colombien pour le développement rural (*Instituto Colombiano de Desarrollo Rural*, INCODER) a donné son aval, et la mise en place d'un programme permettant de remplacer les plantations illicites.

Les autorités colombiennes ont cherché à déprécier les manifestations en affirmant que les forces de la guérilla les avaient infiltrées. Le 21 juin, lors d'une cérémonie rassemblant des responsables de la police, le président colombien Juan Manuel Santos Calderón a déclaré que les manifestations avaient été infiltrées par les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Le 24 juin, cette accusation a été reprise par le directeur de la police nationale en charge de la sécurité publique. Des manifestants ayant été mortellement blessés dans les jours qui ont suivi ces déclarations, il est à craindre que ces accusations n'encouragent les membres des forces de sécurité à employer une force excessive contre les manifestants.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- faites part de votre préoccupation pour la sécurité des personnes qui participent aux manifestations organisées dans le Catatumbo, particulièrement depuis que le gouvernement a déclaré que les forces de la guérilla avaient infiltré ces rassemblements ;
- demandez que la justice civile mène des enquêtes exhaustives et impartiales afin d'établir si l'utilisation excessive de la force par les forces de sécurité est en cause dans le décès d'au moins quatre manifestants et les nombreux blessés ;
- engagez les autorités à rendre publiques les conclusions de ces investigations et à traduire en justice les responsables présumés, et à veiller à ce que les forces de sécurité ne recourent pas à une force excessive et disproportionnée, conformément aux normes internationales.

VEUILLEZ ENVOYER VOS APPELS AVANT LE 7 AOÛT 2013 À :

Président colombien

Juan Manuel Santos
 Presidente de la República
 Palacio de Nariño, Carrera 8 No.7-26, Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 596 0631 (merci de vous montrer persévérant-e)

Formule d'appel : *Excmo. Sr. Presidente Santos, / Monsieur le président,*

Ministre de la Défense

Juan Carlos Pinzón
 Ministerio de Defensa
 Carrera 54, no.26-29
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 266 1003

Formule d'appel : *Sr. Ministro Pinzón/ Monsieur le Ministre,*

Ministre de l'Agriculture et du

Développement rural
 Francisco Estupiñán Heredia
 Ministerio de Agricultura y Desarrollo Rural, Avenida Jiménez No 7-65, Piso 3
 Bogotá, Colombie
 Fax : +57 1 286 2649

Formule d'appel : *Estimado Sr. Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Colombie dans votre pays (adresse à compléter) : Nom(s), adresse(s), numéro de fax, courriel, formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

DES MANIFESTANTS TUÉS EN COLOMBIE

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Toutes les parties au conflit armé qui déchire la Colombie de longue date ont maintes fois bafoué le droit de la population civile de ne pas être entraînée dans les affrontements et ont commis de graves atteintes aux droits humains et des violations du droit international humanitaire. Amnesty International a appelé à plusieurs reprises les deux parties au conflit – guérilleros et forces de sécurité – à cesser ces agissements immédiatement et sans condition.

Les déclarations faites par des représentants de l'État et du gouvernement et les forces de sécurité accusant les communautés paysannes d'avoir un lien avec les guérilleros ont souvent été suivies de l'exécution de dirigeants de ces communautés par des groupes paramilitaires. De nombreux dirigeants ont également été tués par les FARC, qui ont accusé certaines communautés et leurs dirigeants de collaboration avec les forces de sécurité et les paramilitaires.

Le 13 mars, un engin explosif a été lancé devant l'entrée des locaux de l'Association des paysans du Catatumbo (ASCAMCAT) et du collectif d'avocats Luis Carlos Pérez (CCALCP). L'engin a explosé, sans faire de blessé. Les membres de l'ASCAMCAT ont à plusieurs reprises signalé qu'ils étaient suivis par des individus inconnus, entre autres le 22 juin.

L'Institut colombien pour le développement rural délimite des Zones de réserve paysanne, dans le but de stabiliser et consolider l'économie paysanne. Ces zones constituent un moyen d'avoir accès à la sécurité d'occupation et aux services sociaux. Elles visent aussi à garantir la sécurité alimentaire.

La région du Catatumbo, à la frontière avec le Venezuela, présente un intérêt économique, militaire et stratégique. Dans le but de prendre le contrôle du Catatumbo, les paramilitaires appuyés par l'armée ont lancé une série d'incursions dans la zone en 1999 et consolidé par la suite leur présence, qui s'est accompagnée de graves violations des droits humains de la population civile. De leur côté, les mouvements de guérilla ont répondu à cette présence paramilitaire dans la région en tuant de nombreux civils qu'ils accusaient de collaborer avec l'ennemi ; ils ont notamment massacré des paysans qui travaillaient dans les plantations de coca situées dans les zones sous contrôle paramilitaire.

Nom : des paysans
hommes et femmes

AU 162/13, AMR 23/028/2013, 27 juin 2013